

se passe au cours de plusieurs centaines de millions d'années — les supercontinents cessent d'être des supercontinents, se brisant en de plus petites entités terrestres qui dérivent aux quatre coins du monde.



Somalie (Photo Jan Grarup)

Plus récemment, les êtres humains ont découpés ces continents en dérive pour former des pays. Deux de ceux-ci, la Chine et l'Inde — comptent aujourd'hui plus d'un milliard d'habitants chacun. Mais même les nations de taille modeste peuvent être imposantes en soi. L'Espagne et le Canada, qui étaient voisins du temps de la Pangée il y a des centaines de millions d'années, comptent aujourd'hui respectivement près de 47 millions et près de 38 millions d'habitants, ce qui en fait les 30e et 39e pays les plus peuplés de la planète. Mais à eux deux, ils ne sont guère plus grands qu'une Nation sans pays, un État des sans états, un État des apatrides et qui n'existe que sous forme d'état d'esprit. Je veux parler des victimes de conflits qui dérivent actuellement en marge de notre monde.



Réfugiées dans un camp au Nigeria (Photo Reuters)

L'année dernière, selon le HCR, l'agence des Nations unies pour les réfugiés, le nombre de personnes contraintes de

migrer en raison de la guerre, de la persécution, de la violence générale ou de violations des droits humains a atteint le chiffre vertigineux de 84 millions. S'ils formaient leur propre pays, celui-ci serait le 17e plus grand du monde, légèrement plus grand que l'Iran ou l'Allemagne. Si l'on y ajoute les personnes poussées à traverser les frontières par le désespoir économique, le nombre de réfugiés dépasse le milliard, ce qui place alors ce pays des apatrides dans les trois plus grandes nations de la planète.



Famille de réfugiés (Shutterstock)

Cette « nation » des dépossédés ne fera que croître, selon un nouveau rapport (<https://drc.ngo/media/xiicjkie/drc-global-displacement-forecast-report-2022.pdf>) du Conseil danois pour les réfugiés (DRC), une organisation d'aide dédiée aux déplacements. Leurs prévisions, qui portent sur 26 pays à haut risque, prévoient que le nombre de personnes déplacées augmentera de près de trois millions cette année et de près de quatre millions en 2023. Cela veut dire qu'au cours de la décennie entre 2014 et 2023, la population déplacée sur cette planète aura presque doublé, augmentant de plus de 35 millions de personnes. Et ce chiffre ne tient même pas compte des plus de sept millions de personnes susceptibles d'être déplacées par la récente invasion de l'Ukraine par la Russie.

Selon Charlotte Slente, la secrétaire générale du Conseil danois pour les réfugiés : « Ce qui est extrêmement inquiétant, c'est de voir le nombre de personnes déplacées augmenter à un rythme aussi rapide en si peu de temps. C'est pourquoi la communauté internationale et la diplomatie doivent redoubler d'efforts. Malheureusement, nous constatons que le nombre d'accords de paix diminue et que la communauté internationale ne prête pas attention aux pays pour lesquels on prévoit la plus forte augmentation de déplacements. »

Les survivants sans abri dans des guerres sans nom

L'histoire de l'humanité est une histoire de populations en mouvement, de gens éternellement pressés, poussés et forcés à voyager ici et là. Les plus chanceux sont toujours partis de leur plein gré, dans le confort et le cœur joyeux. Beaucoup d'autres ont été expulsés, enchaînés ou à la pointe d'une baïonnette, forcés de fuir alors que des bombes s'écrasaient autour d'eux, ou parce que des soldats dans des camions militaires ou des jihadistes à moto, armés de kalachnikovs, sont entrés en vrombissant dans leurs villages.

On imagine mal l'énormité du chiffre de 84 millions de personnes actuellement en situation d'errance. Cela signifie que le nombre de personnes déplacées de force est désormais plus de deux fois supérieur au nombre d'Européens chassés de chez eux lors du cataclysme de la Seconde Guerre mondiale, six fois supérieur au nombre de personnes déplacées par la partition traumatisante de l'Inde et du Pakistan en 1947, ou 105 fois supérieur au nombre de "boat people" vietnamiens

qui ont fui vers Hong Kong, la Malaisie, l'Indonésie et la Thaïlande au cours des 20 années qui ont suivi la fin de la guerre du Vietnam en 1975. En d'autres termes, environ une personne sur 95 sur cette planète est déplacée contre son gré. Si l'on y ajoute les personnes poussées par des impératifs économiques, une personne sur 30 sur Terre est aujourd'hui un migrant.

En juin dernier, près de 27 millions de personnes étaient des réfugiés sur ce que Bob Dylan a un jour appelé les "routes à main nue de l'exil" — 68 % d'entre elles étant originaires de cinq pays : Syrie (6,8 millions), Venezuela (4,1 millions), Afghanistan (2,6 millions), Sud-Soudan (2,2 millions) et Birmanie (1,1 million). Un nombre bien plus important de gens déplacés de force sont cependant sans abri à l'intérieur des frontières de leur propre pays, victimes de conflits qui échappent presque totalement à l'attention du monde entier.

En 2018, j'étais témoin lorsque dans la province d'Ituri, à l'extrême est de la République démocratique du Congo, un camp de personnes déplacées qui avait la taille d'un timbre-poste est passé de quelques centaines de personnes à plus de 10 000, explosant ses limites et nécessitant la création d'un autre campement tentaculaire à l'autre bout de la ville. À l'époque, en Ituri, des femmes, des enfants et des hommes étaient découpés vivants par des miliciens armés de machettes. Et les attaques n'ont jamais complètement cessé. Trois ans plus tard, la violence et les déplacements continuent.

Rien qu'au cours des dix premiers jours de ce mois-ci, les miliciens ont mené huit attaques en Ituri. Le 1er février, un massacre dans un camp de personnes déplacées y a fait 62 morts, 47 blessés et 25 000 déplacés, venant s'ajouter aux chiffres déjà astronomiques du Congo. Selon les Nations unies, environ 2,7 millions de Congolais ont été chassés de chez eux entre janvier et novembre 2021, ce qui porte à 5,6 millions le nombre total de personnes déplacées dans le pays.



Une femme avec ses jumeaux à l'entrée du camp de réfugiés de Goudébo, au Burkina Faso (©HCR/Brian Sokol)

En 2020, alors que je circulais sur une piste de terre ocre au Burkina Faso, une minuscule nation enclavée d'Afrique de l'Ouest, j'ai été témoin d'une catastrophe humanitaire en cours. Des familles descendaient cette route depuis Barsalogo, qui se trouve à peu près à cent cinquante kilomètres au nord de la capitale, Ouagadougou, en direction de Kaya, une ville de marché dont la population avait presque doublé cette année-là. Elles étaient les victimes d'une guerre qui n'a pas de nom, une lutte meurtrière entre des terroristes islamistes qui massacrent sans vergogne et des forces gouvernementales qui ont tué plus de civils que de miliciens. Le conflit continue de forcer les gens à quitter leur foyer et la souffrance perdure. Le nombre de Burkinabés contraints de se déplacer à l'intérieur du pays a bondi de 50 % l'an dernier pour atteindre plus de 1,5 million de personnes, tandis que 19 200 autres personnes ont fui vers les pays voisins, soit une augmentation de 50 % par rapport à 2020. Cette année, selon le Conseil danois pour les réfugiés, 400 000 Burkinabés de plus seront probablement déplacés. Et ce n'est là que le reflet d'une crise régionale plus vaste qui a englouti les pays voisins, le Mali et le Niger, où un autre million de personnes se sont retrouvées sans abri.

À l'autre bout du continent, la guerre civile qui a débuté en novembre 2020 en Éthiopie a fait de ce pays une des régions du monde comptant le plus grand nombre de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays. À la fin de cette année-là, 2,1 millions de personnes avaient déjà été contraintes de fuir dans le pays. À la fin de l'année 2021, ce nombre avait doublé pour atteindre 4,2 millions. Comme au Congo, certains des plus malchanceux ont été doublement victimes de la violence et des déplacements. Au début du mois, par exemple, des réfugiés érythréens du camp de Barahle, en Éthiopie, ont été attaqués par des hommes armés qui ont tué cinq d'entre eux, kidnappé plusieurs femmes et fait fuir plus de 14 000 réfugiés vers d'autres villes.

L'Afghanistan est le théâtre d'une autre crise due à un conflit. Depuis l'invasion de leur pays par les États-Unis en 2001, près de six millions d'Afghans ont été soit déplacés à l'intérieur du pays, soit sont devenus des réfugiés, selon le projet « Costs of War » de l'université Brown [Le projet sur les coûts de la guerre est un projet de recherche non partisan basé au Watson Institute for International and Public Affairs de l'Université Brown, NdT] . De même, plus de dix ans après le début de la guerre civile en Syrie, la moitié de la population de ce pays reste coincée dans les limbes, on compte environ 6,6 millions de gens réfugiés à l'étranger et 6,7 millions déplacés dans leur propre pays.

La prise du pouvoir par les militaires en février 2021 en Birmanie a également engendré une gigantesque vague de déplacements en plein milieu d'affrontements armés, parmi lesquels des frappes aériennes et des bombardements, ce qui accroît les souffrances. Il y a maintenant au moins 980 000 réfugiés et demandeurs d'asile birmans dans les pays voisins et environ 812 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays, dont 442 000 ont, depuis le coup d'État, été forcées de quitter leur foyer.

La ligne continentale de partage des eaux



Criminaliser les déplacements, sécuriser les frontières et empêcher l'accès à un territoire ne mettra pas fin aux périodes dangereuses (Photo Jan Grarup)

En 2014, près de neuf millions des personnes déplacées dans le monde vivaient dans des pays à faible revenu. Aujourd'hui, ce nombre est estimé à 36 millions et devrait, selon le Conseil danois pour les réfugiés, passer à 40 millions d'ici à la fin de 2023. La crise du déplacement « impacte de manière disproportionnée les pays et les régions les plus pauvres qui ont déjà suffisamment à faire », a déclaré Charlotte Slente, du Conseil. « Nous constatons que le financement humanitaire est insuffisant dans un certain nombre des pays où des déplacements ont lieu. »

Les prévisions du Conseil, fondées sur un modèle sophistiqué utilisant plus de 120 indicateurs liés à la situation de conflit, mais aussi à la gouvernance et à des facteurs environnementaux, démographiques et économiques, indiquent que le Burkina Faso, le Cameroun, la République démocratique du Congo, le Nigeria, le Soudan du Sud et le Soudan

connaîtront tous un phénomène important de déplacements en 2022, tandis que l'Éthiopie, le Mozambique et la Somalie devraient connaître des augmentations significatives en 2023. Au total, le Conseil prévoit que le nombre de personnes chassées de chez elles en Afrique subsaharienne augmentera de plus de cinq millions d'ici la fin de l'année prochaine.



Des militaires burkinabé en patrouille (image d'illustration ©DR/État major des forces armées burkinabé)

En 2020, alors que me dirigeant vers la zone de conflit au Burkina Faso, je parcourais une route dans un confortable SUV accompagné d'une escorte policière lourdement armée, j'ai regardé les familles qui avaient attelé leurs ânes et entassé tout ce qu'elles pouvaient — bois d'allumage, matelas de couchage, casseroles — dans des charrettes blanches par le soleil qui se dirigeaient dans l'autre sens. Si nous vivions toujours sur ce supercontinent de la Pangée, ils auraient pu contourner la gare de Kaya et se diriger vers l'ouest, traverser le Mali et la Guinée, pour se retrouver à Miami, en Floride. Mais aujourd'hui, cette ville de « galeries d'art avant-gardistes, de restaurants branchés et de boutiques funky mais chics », où le prix moyen d'une maison est de 471 000 dollars, est aux antipodes d'un pays où 80 % de la population vit avec moins de 3 dollars par jour ou, plutôt, ces deux pays sont séparés par 250 millions d'années et 8 500 kilomètres.

Nous vivons dans un monde où la dérive des continents a laissé bon nombre de déplacés afghans, burkinabés, congolais et autres prisonniers de leurs propres frontières ou dans des pays voisins mal équipés pour prendre en charge ce fardeau. La tyrannie des océans, qui éloigne de leur sécurité les populations chassées par les conflits, a été amplifiée par des gouvernements sans pitié, des frontières étanches et des politiques impitoyables qui restreignent et criminalisent la réponse la plus ancienne de l'humanité face au danger : la fuite.

La moindre des choses que les classes aisées de la planète puissent faire est de consacrer de l'argent à ce problème. Le gouvernement américain — responsable du déplacement de près de 60 millions de personnes en Afghanistan, en Irak, en Libye, au Pakistan, aux Philippines, en Somalie, en Syrie et au Yémen en raison de sa guerre contre le terrorisme — porte une responsabilité particulière, mais ne fait rien. « Les contraintes de financement continuent d'entraver [la] réponse humanitaire aux déplacements », peut-on lire dans le rapport 2022 sur les déplacements mondiaux du Conseil danois pour les réfugiés. « Si on prend en compte les prévisions actuelles pour 2022 et 2023 et les crises où le financement humanitaire et la mobilisation de la communauté internationale font défaut, alors les déplacements devraient augmenter de manière considérable.

Dans les pays où les plans d'intervention humanitaire ont été financés à plus de 50 % en 2021, les déplacements devraient augmenter de 59 000 personnes en moyenne. Dans les pays où le financement était inférieur à 50 %, il devrait augmenter de 160 000 personnes, en moyenne. « La communauté internationale doit renforcer son soutien aux pays les plus touchés par les déplacements de population », a déclaré Slente, du Conseil danois pour les réfugiés.

Si seulement

Un jour, nos continents en dérive, se colleront de nouveau les uns aux autres et, selon certaines prévisions, l'Amérique du Nord s'écrasera sur l'Afrique, les anciens voisins se retrouveront après avoir été si longtemps séparés. Malheureusement, il sera trop tard, de 300 millions d'années, pour ceux qui se trouvent actuellement au sein de la Nation sans territoire, pour ceux qui sont sans abri à cause de la guerre, la violence et les persécutions. Nos frontières arbitraires, notre aide mesquine et nos politiques cruelles sont la garantie que ceux qui souffrent le plus des conflits

resteront des victimes à la dérive, errant sur la planète, en quête de sécurité, rejetés par le reste d'entre nous et considérés comme des laissés pour compte en marge d'un monde impitoyable.



Une réfugiée du Tigré fait la queue avec son bébé pour recevoir de la nourriture dans le camp de réfugiés d'Um Rakuba au Soudan. Photo : PAM/Arete/Joost Bastmeijer

Copyright 2022 Nick Turse

Suivez TomDispatch sur Twitter et rejoignez-nous sur Facebook.

Découvrez les derniers livres de Dispatch

- le nouveau roman dystopique de John Feffer, *Songlands* (le dernier de sa série *Splinterlands*),
- le roman de Beverly Gologorsky *Every Body Has a Story*, et *A Nation Unmade by War* de Tom Engelhardt,
- ainsi que *In the Shadows of the American Century : The Rise and Decline of U.S. Global Power* d'Alfred McCoy
- et *The Violent American Century : War and Terror Since World War II*, de John Dower

NEXT TIME
THEY'LL COME
TO COUNT
THE DEAD

War and Survival in South Sudan



NICK TURSE

A Dispatch Books project